

Commission: Conseil de l'UE sur l'environnement

Problématique: Comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen?

Auteur: Slovénie

La Slovénie, république parlementaire dont sa constitution a été adoptée le 23 Décembre 1991, a la suite de son indépendance de la Yougoslavie, est un État membre de l'OTAN depuis le 29 Mars 2004 et de l'Union européenne depuis le 1er Mai 2004. Elle entre dans l'espace Schengen en 2007. Depuis 2022, Nataša Pirc Musar est la présidente de la République, première femme à prendre la tête du pays. Depuis le 1er juin 2022, Robert Golob occupe la position de premier ministre. Ce dernier dirige une coalition entre les socio-démocrates et le parti de gauche de Levica. Cet État a obtenu la présidence du conseil de l'Union Européenne en 2008 et de nouveau en 2021

Le sujet traite sur la distribution inégale de l'eau en Europe, d'où beaucoup de pays connaissent un stress hydrique car la demande dépasse l'offre. La croissance démographique, l'urbanisation, l'agriculture intensive, l'industrie et le tourisme exercent un poids croissant sur ces ressources d'eaux déjà en péril. L'initiative du Blue New Deal vise à protéger les écosystèmes marins, le développement des énergies renouvelables en mer, la pêche durable et la création d'emplois dans le secteur marin

La Slovénie est un des pays de l'Union Européenne les plus riches en termes de sources d'eau: avec des stations thermales d'eaux aux vertus bienfaitantes mais aussi en eau potable du robinet. La longueur totale des cours d'eau slovéniens atteint 27 000 km. Ceci est instrumentalisé pour fomentier le tourisme, qui représente 3% de son PIB (ce pourcentage est le même pour la France, le pays le plus visité au monde) Or, avec le changement climatique, il y a une forte augmentation d'inondations de rivières qui ont détruit des maisons, des écoles et des entreprises notamment en 2010, 2014 et au mois d'août dernier. La Slovénie a dû recourir à demander l'aide à l'Union Européenne et à l'OTAN, en lui demandant de lui fournir du matériel et des véhicules spéciaux pour réguler les cours d'eau. De plus, cet État compte beaucoup sur le commerce transatlantique, qui, selon la Banque mondiale, représente 161% de son PIB. Cette statistique indique une volonté de vouloir faciliter le cours d'eau pour apporter plus de commerce transatlantique

La Slovénie vise à protéger les cours d'eau dans l'Union européenne car ces derniers sont des grands acteurs dans son économie et dans sa puissance internationale. Le droit à l'eau potable est inscrit dans la constitution de 1991, montrant l'importance de ceci pour le pays et pour tous les citoyens. La Slovénie a signé et ratifié la Convention d'Helsinki sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux qui est entrée en vigueur en 1996. De plus, elle a mis en place des mesures pour se protéger des inondations, fruit du changement climatique. 250 sites sont actuellement en travaux le long des cours d'eau de Slovénie, où d'énormes camions et pelles mécaniques construisent des déversoirs, élargissent les lits des rivières et surélèvent les berges. Ces travaux sont coûteux, d'où le gouvernement a mis en place une hausse d'impôts pour pouvoir arriver à la somme demandée. Notre pays propose d'utiliser des infrastructures vertes pour avoir une gestion durable de l'eau de pluie et de prévenir les inondations. Additionnellement, il sera intéressant d'instaurer des façons d'éduquer les citoyens slovènes de comment bien gérer et optimiser les ressources d'eau, car les solutions doivent être pensées à toutes les échelles.

Cette dernière a mis en place les mouvements à une échelle plus locale, comme le mouvement en faveur de l'utilisation de bouteilles d'eau réutilisables, pour engager ce mouvement, cette dernière a introduit une fontaine d'eau potable dans la majorité des rues de la capitale de Ljubljana.

En conclusion, il s'agit d'un pays qui apporte une grande importance à ses cours d'eau et aquifères, qui est plutôt europhile, a cause de devoir compter sur l'Union Européenne en cas de désastres naturels comme les inondations, et qui doit préserver son eau a cause de son importance dans le secteur touristique. Notre pays est disposé à mettre en vigueur des solutions durables afin de préserver l'eau et bien la répartir dans tout le territoire européen.